

LES FONCTIONNAIRES, GRANDS OUBLIÉS DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE

Par Delphine Denuit, Matthieu Pelloli et Vincent Vériér

14 décembre 2018



LP/Philippe de Poulpiquet

La mesure, promise par Emmanuel Macron, ne devrait pas concerner les agents de la fonction publique. Et rien n'est décidé non plus pour les postiers ou les cheminots.

La coupe était déjà pleine mais là, elle pourrait carrément déborder. Ce jeudi, les principaux syndicats avaient rendez-vous au ministère du Travail avec Muriel Pénicaud et Bruno Le Maire, respectivement ministres du Travail et de l'Économie. À l'ordre du jour : la prime exceptionnelle désocialisée (exonérée de cotisation sociales) et défiscalisée qu'Emmanuel Macron a encouragé les entreprises à verser à leurs salariés pour leur octroyer davantage de pouvoir d'achat. Après deux heures de réunion, le verdict tombe : « Ça n'a pas été conclusif », confie un haut fonctionnaire.

Certes depuis lundi, plusieurs grands groupes - Orange, Publicis, Altice, Iliad... - ont déjà annoncé qu'ils répondraient à l'appel d'Emmanuel Macron mais l'immense majorité des entreprises reste encore à convaincre. Plus grave encore, cette mesure soulève un immense angle mort : le secteur public.

« On regarde ce qui peut être fait »

Car le hic pour bien des agents du service public, c'est qu'Emmanuel Macron invite à faire ce qu'il dit... mais pas ce qu'il fait ! En clair, l'État ne compte pas être bon élève dans les entreprises publiques où il est aux manettes. Pour l'instant, à la SNCF, chez EDF ou encore à La Poste, c'est le même refrain officiel qui est fredonné : « On regarde ce qui peut être fait. »

« Il serait temps qu'ils sortent de leur silence, s'agace Sébastien Menesplier, secrétaire général de la CGT mines-énergie. Nous ce qu'on veut, ce n'est pas une prime mais de vraies augmentations de salaires. D'année en année, les hausses ne suivent pas l'inflation, et les salariés des entreprises publiques perdent du pouvoir d'achat. » A la SNCF, certains syndicats ont pris les devants. Dans des courriers que nous avons pu consulter, la CFDT cheminots a écrit à Guillaume Pepy, patron de la compagnie, tandis que l'Unsa s'est adressé au DRH, Benjamin Raigneau, pour exiger, entre autres, le versement de cette prime exceptionnelle. « D'un montant minimal de 1000 € pour l'ensemble du Groupe public ferroviaire », écrit ainsi la CFDT. Loin des hypothèses étudiées par la SNCF. Car selon nos informations, l'entreprise publique réfléchit à une prime uniquement pour les bas et moyens salaires. « C'est d'autant plus inacceptable que cette prime est basse », confie une source.

Quant aux agents de la fonction publique : « Il n'y a pas eu de discussions particulières sur ce sujet, déplorait ce jeudi la CFDT. De notre côté, nous avons expressément demandé qu'une telle prime soit mise en place pour les agents et fonctionnaires. » Hors de question pour les syndicats de la fonction publique d'être les dindons de la farce.

Variable d'ajustement

Mais ont-ils le choix ? « Les annonces du chef de l'Etat laissent de côté les agents de la fonction publique, soit plus de cinq millions de personnes, s'indigne Baptiste Talbot, secrétaire général de la Fédération CGT des services publics, absent ce jeudi de la réunion. Cela confirme le fait que les fonctionnaires sont les grands sacrifiés de ce gouvernement. » En effet, depuis le début du quinquennat, le fameux « point d'indice » - qui sert de base au calcul de leur traitement - n'a pas été revalorisé. Beaucoup d'agents ont aussi en travers de la gorge la hausse de la CSG, qui a été neutralisée, mais n'a pas donné lieu à une augmentation de rémunération comme celle dont ont bénéficié les salariés du privé.

Mais à vrai dire, il y a encore pire... Non seulement les fonctionnaires ne devraient pas avoir de prime, mais ils redoutent aussi d'être la variable d'ajustement de la générosité présidentielle du début de semaine. « Avec 10 Mds€ à trouver pour financer ces annonces, soupire Baptiste Talbot, nous sommes une cible toute trouvée. Nous craignons des suppressions de moyens, de postes ou un gel ad vitam aeternam du point d'indice. » Même inquiétude chez Solidaires : « La fonction publique risque d'en payer le prix fort, s'insurge Gaëlle Martinez, déléguée générale Fonction publique. « Alors qu'il lui revient de veiller au maintien de la cohésion sociale et à la réduction des inégalités... Un comble ! »